

Tunisie : “Une année fructueuse“ (Oxford Business Group)

Pourvu que la Tunisie arrive à se remettre de l'instabilité politique qui avait frappé le pays en début d'année, et suite aux bonnes performances 2010, le secteur bancaire tunisien semble prêt à tirer les fruits des prévisions économiques mondiales (encourageantes) en 2011 et des efforts renouvelés au sujet des prêts non performants (PNP). Toutefois, des questions restent en suspens quant aux projets du gouvernement sur le long terme, notamment pour faire de cet état nord africain un centre régional financier.

Même si les données définitives ne sont pas encore disponibles, les performances du secteur semblent avoir été plutôt bonnes en 2010. Le principal courtier local **Maxula Bourse** estime que les bénéfices nets du secteur bancaire ont augmenté de plus de 20% par rapport à 2009 pour atteindre 504 millions de dinars (257,08 millions d'euros) en 2010. Alors que toutes les banques n'ont pas encore annoncé leurs résultats pour 2010, les premiers signes sont positifs. L'institution publique et deuxième plus grande banque du pays, la Société Tunisienne de Banque (STB), a enregistré une hausse de 8,46% des dépôts de sa clientèle, avec 5,1 milliards de dinars (2,6 milliards d'euros) en 2010, ainsi qu'une augmentation de son portefeuille de prêts de 12,46% par rapport à 2009, atteignant les 5,4 milliards de dinars (2,75 milliards d'euros). Les bénéfices ont ainsi progressé de 5% par rapport à l'année précédente pour atteindre 42 millions de dinars (21,42 millions d'euros).

Les autorités cherchent à améliorer les perspectives du secteur et la banque centrale est aussi entrain de prendre des mesures pour s'assurer du bon fonctionnement du système financier face aux changements politiques en cours. Alors que le devenir de ces efforts reste incertain face à la transition politique, l'administration précédente prenait des mesures dans le cadre d'un programme de développement du secteur sur le long terme pour transformer la Tunisie en un centre régional de services financiers. Dans ce but, le gouvernement avait annoncé en juin 2010 une série de mesures, notamment une réduction du ratio de PNP du pays à moins de 7% des prêts, consolidant la mis en place de 400 nouvelles agences bancaires et une hausse de 3% à 5% du poids du secteur dans le PIB.

Dans le cadre de son programme à long terme, le gouvernement avait aussi annoncé plusieurs autres projets, dont la création de deux nouvelles organisations bancaires.

La première, Tunisie Holding, serait chargée de développer la stratégie du secteur et de superviser les banques publiques, et la seconde, Al Moubadara, se chargerait des prêts à court terme destinés aux petites et moyennes entreprises. Le programme avait aussi comme autre objectif, de consolider le secteur en augmentant notamment les exigences de fonds propres à 100 millions de dinars (51 millions d'euros) d'ici 2014.

Les efforts destinés à réduire les PNP peuvent se baser sur le succès des années précédentes durant lesquelles, selon des chiffres du FMI, le ratio de PNP est passé de 24,2% en 2003 à 15,5% en 2008 et 13,2% en 2009. En 2009, ce taux est descendu à 14,1% pour les banques publiques et 12,5% pour les banques privées. Le taux de provisionnement des PNP est passé de 44,1% en 2003 à 58,3% en 2009 -57,1% pour les banques publiques et 59,2% pour les banques privées. Ces taux varient fortement d'une banque à une autre, certaines institutions réussissant mieux que d'autres.

Bien que les chiffres 2010 pour le secteur ne soient pas encore disponibles, la STP par exemple a annoncé un taux de PNP de 18,8% et un taux de provisionnements de 46,8% à la fin de l'année 2010. Attijari Bank a fait état d'un taux de provisionnement de PNP supérieur à la moyenne avec 68,1% contre 64,2% en 2009. La Banque Arabe de la Tunisie annonce elle un taux de provisionnement encore plus élevé (75,2% en 2010 contre 73,2% en 2009) et un taux de PNP de 7,1% en 2010 contre 8,7% en 2009. Quant à la Banque Internationale arabe de Tunisie (BIAT), elle a indiqué que ses prêts PNP ont chuté à 8,2% avec un taux de provisionnement de 71,3% à la fin de l'année 2010 alors qu'en 2009 ils s'établissaient respectivement à 9,4% et 70,3%.

Alors que les PNP déclinaient et que les taux de provisionnement augmentaient, la valeur des prêts aux particuliers dans le secteur bancaire étaient aussi à la hausse. Selon les chiffres de la banque centrale, ils ont atteint 10,7 milliards de dinars (5,46 milliards d'euros) en décembre 2010, soit une hausse approximative de 21% par rapport à décembre 2009. Les prêts immobiliers représentaient 78% de ce total et ont augmenté de 26% entre décembre 2009 et décembre 2010, pour atteindre 8,35 milliards de dinars (4,26 milliards d'euros). Depuis 2005, les crédits hypothécaires ont plus que triplé. Les prêts automobiles, même s'ils restent minimes, ont progressé rapidement durant ces cinq dernières années, passant de 150 millions de dinars (76,51 millions d'euros) à 335 millions de dinars (170,88 millions d'euros) à la fin de l'année dernière, soit une hausse de 120%.

Afin d'assurer un bon fonctionnement et une certaine fluidité du système bancaire dans le contexte des récents changements politiques, la banque centrale tunisienne a pris le contrôle en janvier des deux institutions qui ont été touchées par le changement de régime, la Banque de Tunisie ainsi que la seule banque islamique du pays, la Zitouna Banque. Dans le même temps, la banque centrale a tenté de rassurer les créanciers en déclarant à la presse internationale qu'elle disposait de suffisamment de réserves en devises étrangères pour répondre aux obligations financières du pays.

Alors que les récents événements politiques pourraient légèrement accentuer la tendance à la baisse des PNP sur le court terme, des progrès accélérés devraient être observés sur le long terme. Certes, il règne une incertitude quant aux projets à long terme du nouveau gouvernement pour le secteur, mais 2011 devrait être une année sans souci particulier pour les banques du pays d'autant que la banque centrale s'agite pour assurer la stabilité du système et pour répondre aux préoccupations des créanciers et investisseurs étrangers.

[Oxford Business Group](#)

Pour accéder à l'Etude référencée dans l'article : **[Maxula Bourse – Rugissement d'un Lion](#)**